

l'administration de la caisse pour faire en sorte que les projets financés soient compatibles avec leurs plans.

C. Témoignages relatifs au programme fédéral-provincial

Les témoins ont exprimé de nombreuses craintes et inquiétudes à propos du programme fédéral-provincial. Quelques-uns s'inquiètent du programme en général, d'autres de ses répercussions sur certaines provinces. Nous avons regroupé les observations de nos témoins dans trois catégories. La première traite de la pertinence des fonds affectés au programme et du fait qu'il s'agit d'un programme à budget fixe. La deuxième aborde des questions relatives à la qualité des services de garde: la nécessité de normes et d'éducateurs formés ainsi que les problèmes liés au financement de services commerciaux. La troisième, qui se rapproche des deux premières, examine le rôle du gouvernement fédéral en matière d'orientation du programme.

(i) Pertinence du financement

Après avoir calculé le coût d'une place de garderie, des témoins se demandent si le programme pourra véritablement permettre la création de 200 000 nouvelles places de garderie. D'après eux, il sera indispensable d'augmenter le salaire du personnel des garderies; or, il semblerait qu'en faisant ses prévisions, le gouvernement n'ait pas tenu compte de telles augmentations:

Si je comprends bien, le gouvernement fédéral a l'intention d'offrir 200 000 nouvelles places de garderie au cours des sept prochaines années. Selon l'étude que j'ai effectuée, il s'est fondé sur le coût actuel de chaque place de garderie en l'indexant sur le coût de la vie au cours des dix prochaines années. Si c'est la formule qui a été utilisée, je ne pense pas qu'on puisse créer 200 000 places nouvelles. La garde d'enfants en est encore à ses premiers balbutiements et n'a pas encore atteint sa maturité. Les éducateurs en garderies sont payés 14 000 \$ par année. Vous n'ignorez pas que c'est ce que touchent les gardiens de parcs de stationnement ou de zoo. Les salaires devront nettement augmenter si l'on veut que le travail dans une garderie soit considéré comme un véritable métier devant être exercé par de véritables professionnels compte tenu de la valeur accordée à nos enfants. Cette situation se complique du fait que la plupart des éducateurs sont des femmes dont les revenus sont très faibles. Il faut donc faire un rattrapage car ce secteur manque de crédits. Je considère que le coût au cours des sept prochaines années sera supérieur au coût de la vie. C'est ainsi que si le salaire d'un débutant est fixé au niveau requis, le gouvernement ne pourra pas à mon avis créer plus de 100 000 nouvelles places dans le cadre du programme actuel. (*Délibérations*, 5 avril 1988, 1:42)